

## LES SECRETS DE LA SÛRETÉ DE L'ÉTAT





**LES  
SECRETS  
DE LA  
SÛRETÉ  
DE L'ÉTAT**

Lars  
Bové

Enquête sur  
une administration  
de l'ombre

[www.lannoo.com](http://www.lannoo.com)

Enregistrez-vous sur notre site Internet et nous vous enverrons régulièrement une lettre d'information sur nos nouvelles publications et des offres exclusives.

Couverture : Studio Lannoo

Mise en page : Karakters

© Editions Lannoo nv, Tielt, 2015 et Lars Bové

D/2015/45/314 – ISBN 978 94 014 2590 2 – NUR 740

Tous droits réservés. Aucun élément de cette publication ne peut être reproduit, introduit dans une banque de données ni publié sous quelque forme que ce soit, soit électronique, soit mécanique ou de toute autre manière, sans l'accord écrit préalable de l'éditeur.

# TABLE DES MATIÈRES

Une adresse secrète	9
Du secret au mystère	15
Fiefs et chasse gardée	24
Patriote	30
Quel gâchis!	35
L'Histoire cachée	45
Dossier # 1. MI5	56
Consanguinité	60
VIP	68
Taupes	76
Informateur	80
Dossier # 2. La toute première écoute téléphonique	85
Silence, on écoute	89
Cible: un politicien	103
Le ministre	113
Base de données (1)	119
Top secret	124
Cible: parti politique	131
Représailles	136
Armes	146
<i>Persona non grata</i>	150
Dossier # 3. EU Confidential	157
Aide diplomatique	162
Au-delà de la frontière	167

Le Club	170
Espion sous contrat	179
Yoga	190
NSA	200
Screening	208
Base de données (2)	217
Chien de garde	222
Diable	234
Alerte terroriste	243
Dossier # 4. Caricature de Mohammed	254
Services secrets	261
Monseigneur	268
L'ancien patron	276
Le nouveau patron	292
Ni confirmer, ni démentir	319
Épilogue	329
Lexique de la Sûreté de l'État	332

Un appel entrant d'un numéro masqué.

« Bonjour, Bové à l'appareil. »

« Monsieur Bové ? »

« Lui-même. »

« Vous ne me connaissez pas. »

« Je pense avoir une petite idée de qui vous êtes, au son de votre voix... »

« Non, nous ne nous sommes pas parlé. »

« OK. Bien compris. »

« Il y a des choses sur la Sûreté de l'État que vous devez savoir. »

« La Sûreté de l'État ? »

« Elle a des taupes, des informateurs au sein de tous les opérateurs télécom de Belgique. »

« Des taupes ? Des informateurs ? »

« Oui, ils violent le secret professionnel. À l'insu de tous. »

« Voulez-vous dire que la Sûreté de l'État obtient des données illégales des entreprises de télécom ? »

« Oui. Et elle le fait depuis des années : numéros de téléphone privés, données des appelants, communications électroniques, adresses Internet. Elle a accès à tout, sans contrôle. »

« Qui sont ces taupes ? »

« Personne ne contrôle les informateurs. C'est leur échappatoire. »

« Depuis quand ? »

« Depuis des lustres, le *bon vieux temps*. Je ne vous en dirai pas plus. Je ne vous ai pas parlé. »

« Mais... S'il vous plaît, dites-moi... »

Il avait déjà raccroché.



# UNE ADRESSE SECRÈTE

C'est un jour de semaine banal au centre d'Anvers. La circulation est intense. Derrière moi, des dizaines de voitures se fraient un chemin dans le trafic. Insoucians, les cyclistes et piétons filent vers leurs occupations. Ils ignorent ce qui se trame derrière les murs de la maison de maître de cette artère renommée d'Anvers : le Lei. Je suis le seul à regarder, fasciné, la façade blanche, à la peinture écaillée. C'est ici que commence mon enquête sur les secrets de la Sûreté de l'État, le service d'État le plus mystérieux du pays, une institution qui ne tolère aucun intrus. La Sûreté de l'État est le service de renseignement le plus ancien du monde, après celui du Vatican.

Le bâtiment entier semble érigé pour passer inaperçu. Rien n'attire le regard des passants. Aucune caméra de surveillance visible, tout au plus un vieux boîtier d'une alarme de sécurité. Le numéro de la maison est bien indiqué mais, à côté des deux sonnettes, aucun nom des occupants. Personne ne sait qui y habite. Un commerçant est étonné quand je lui parle de ses voisins un peu plus loin : « La Sûreté de l'État ? Eh bien, dites donc... Jamais, je ne m'en serais douté. »

Un avocat, qui travaille non loin de là, en sait un peu plus. « Il y a effectivement des rumeurs qui disent que la Sûreté de l'État travaille là. Mais je n'en suis pas sûr. Nous n'avons aucun contact avec les gens d'à côté. Je sais qu'il vaut mieux ne pas vous garer devant leur porte d'entrée, sans quoi votre voiture sera amenée à la fourrière dans la demi-heure. Je n'ai pas encore tenté l'expérience. Peut-être devriez-vous essayer ? »

Il sourit.

██████████, numéro ██████████. Voilà donc l'une des adresses secrètes de la Sûreté de l'État ? Je scrute les quatorze grandes fenêtres de la façade, en espérant pouvoir voir ce qui se passe à l'intérieur.

Les vitres du bas sont sablées et les châssis hauts, bleus, empêchent toute tentative de jeter un coup d'œil indiscret.

À peine suis-je devant la grande porte bleue qu'elle s'ouvre tout d'un coup. M'aurait-on déjà repéré? Un homme avec une longue barbe noire sort. Je recule et je fais demi-tour. M'ont-ils surpris? Je jette un œil discret par-dessus mon épaule, mais son regard ne semble pas rivé sur moi. Dans le hall, derrière la grande porte d'entrée bleue, je vois de hauts murs roses. D'un mouvement fluide, une voiture rentre dans la cour. La porte se referme directement après son passage.

Tout est à nouveau calme. Et si je sonnais? Qu'est-ce que je risque? Je tente ma chance à la sonnette du dessus.

«Allo?» Une dame répond aussitôt.

«Suis-je bien au bureau anversois de la Sûreté de l'État?»

«Qui êtes-vous, Monsieur?»

«Je suis journaliste. Je réalise un portrait de la Sûreté de l'État. C'est bien le bureau de la Sûreté de l'État, n'est-ce pas?»

Silence.

«Vous avez rendez-vous?»

«Non, je venais jeter un œil. Je réalise un portrait de la Sûreté de l'État.»

«Nous ne pouvons pas vous aider, Monsieur.»

Elle raccroche.

Je n'en saurai pas plus. Je retourne bredouille dans ma voiture. Je sens des regards dans mon dos.

Le lendemain, je suis à la rédaction. La rédaction d'un journal quotidien est une ruche bruyante. Je suis calé dans mon fauteuil, je me balance en arrière, profitant de la vue prenante sur les toits de Bruxelles, lorsque, à 14h57 précises, mon GSM sonne. Un numéro masqué.

«Allo, Bové à l'appareil.»

«C'est Geoffrey de la Sûreté de l'État.»

«Oh, bonjour.»

Geoffrey a un boulot complémentaire à la Sûreté de l'État en tant que personne de contact pour la presse. La Sûreté de l'État n'a pas de porte-parole et encore moins un service de communication.

« Hier, vous vous êtes rendu à notre agence locale d'Anvers ? »

« Euh, oui. »

Comment diable savent-ils que c'était moi ? Je n'ai même pas eu le temps de donner mon nom.

« Normalement, cela ne se fait pas. »

« Il me semblait intéressant de visiter aussi vos adresses secrètes. D'autant que je réalise un portrait de votre service... »

Cela fait des mois que je demande à Geoffrey de m'aider. Je lui ai déjà envoyé une bonne dizaine d'e-mails. Je l'ai appelé presque autant de fois. En vain, jusqu'à ce jour. Pourquoi la Sûreté de l'État ne dévoile-t-elle pas en partie ce qu'elle fait ? Dans une démocratie, les citoyens devraient pouvoir savoir ce que fabrique leur service de renseignement, tant que cela ne met pas en péril les opérations en cours, les dossiers, les sources ou des vies en jeu. Chaque e-mail ou coup de fil était suivi d'une réponse polie que « le service y réfléchirait ». Parfois, j'eus l'impression qu'ils allaient le faire, mais force était de constater que je n'avais eu, par la suite, aucun signe effectif de collaboration.

« Je ne veux pas me montrer antipathique, mais vous devez savoir que parler à nos équipes à Anvers n'est pas possible. Ils ont été étonnés de votre visite, cela les a inquiétés même. Même s'il ne s'agissait que de "jeter un coup d'œil". Ils n'ont jamais connu ça. Moi-même, je n'ai jamais pu visiter l'une de nos agences en provinces. Ces bâtiments sont interdits au public. Pour y travailler, il faut obligatoirement avoir une habilitation de sécurité. »

« Pourrions-nous enfin nous voir ? » Je profite de l'occasion pour obtenir ce rendez-vous tant attendu.

« Oui. Cela devrait être jouable le mois prochain. Je vous rappelle. »

Un mois plus tard, toujours pas le moindre signe de vie, mais ce n'est pas grave. La nervosité suscitée par ma visite à la maison de maître à Anvers n'a fait qu'attiser plus encore ma curiosité. Personne d'autre n'aurait sonné à la porte d'entrée? Personne d'autre ne connaîtrait cette adresse? Il n'en faut pas plus pour réveiller le journaliste d'investigation en moi. Je poursuis mon enquête. Outre cette adresse à Anvers, la Sûreté de l'État disposerait, dans d'autres provinces, de 6 autres adresses secrètes, ainsi que d'un bureau confidentiel à l'aéroport de Bruxelles national, situé à Zaventem. J'adresse un e-mail au porte-parole de la Régie des Bâtiments, l'organisme d'État qui gère l'ensemble des bureaux de l'État belge. J'espère qu'il pourra m'éclairer. Mais il ne peut rien communiquer sur la Sûreté de l'État, pas même officieusement. Sa réponse ne m'étonne pas. Les politiciens non plus n'obtiennent pas d'information sur ces bureaux secrets. En 2012, Mieke Vogels, la parlementaire écolo (Groen) demanda à obtenir la liste de l'ensemble des bureaux gérés par la Régie des Bâtiments à Anvers. On lui a fourni une liste détaillée, à une adresse près: *'Le bâtiment occupé par la Sûreté de l'État ne peut pas, pour des raisons de sécurité, figurer sur cette liste.'* On pourrait croire que les membres du parlement élus ne se contenteraient pas de cette explication et essaieraient d'en savoir plus. Mais non...

J'ai une idée pour arriver à en savoir plus. Chaque année, les parlementaires doivent approuver les documents relatifs au budget. Une piste à explorer. De prime abord, je ne trouve rien sur les mystérieux bureaux de la Sûreté de l'État, jusqu'à ce que je recherche l'adresse anversoise dans les documents budgétaires. Bingo! Certaines adresses y sont reprises, parfois sous un autre intitulé, en tant que bureau du 'Service Public Fédéral (SPF) Justice: Administration'. Autant dire que ces adresses passent inaperçues dans la longue liste. Dans un rapport de l'exercice budgétaire, j'en apprend plus: *'GAND, relogement Sûreté de l'État à partir du 01/01/2011 (estimation comprenant*

*les premiers travaux d'aménagement). Dans ce cas: 41.1429B+C GAND, [REDACTED] / : à résilier le 31/10/2011. LIÈGE, Sûreté de l'État: nouveau bail à partir du 01/04/2011. Dans ce cas: LIÈGE, [REDACTED] : à résilier.'*

C'est un travail minutieux pour reconstituer ce puzzle, mais j'y arrive. Dans des documents budgétaires, je rencontre d'autres adresses, comme celles d'Hasselt: [REDACTED] avec la mention 'SPF Justice: Administration'. À coup sûr, une autre adresse secrète de la Sûreté de l'État. Voyons voir. On dirait. Il y a un bureau avec une location annuelle de 21 879,80 euros, hors taxes et charges. C'est fou le nombre de détails que j'arrive à retrouver. Je retrouve aussi l'adresse actuelle de la Sûreté de l'État à Liège dans un autre rapport: [REDACTED].

Si j'arrive à localiser les bureaux secrets en allant fouiller les documents figurant sur le site Internet du Parlement, alors des terroristes, des espions et d'autres obscures personnes peuvent en faire autant.

Et si j'encodais ces adresses dans le moteur de recherche Google? Incroyable! Dans un document du Service Public Fédéral de la Justice qui date de janvier 2003, je retrouve toutes les adresses. Il y en a dix en tout. Inimaginable que ce genre d'informations traîne ainsi sur les pages du web ...

S201 SÛRETÉ DE L'ÉTAT ANVERS [REDACTED] ANVERS 2000  
S204 SÛRETÉ DE L'ÉTAT HASSELT [REDACTED]  
HASSELT 3500  
S410 SÛRETÉ DE L'ÉTAT GAND [REDACTED] GAND 9000  
S412 SÛRETÉ DE L'ÉTAT BRUGES [REDACTED] BRUGES  
8000  
S517 SÛRETÉ DE L'ÉTAT LIÈGE [REDACTED] LIÈGE 4000  
S624 SÛRETÉ DE L'ÉTAT CHARLEROI [REDACTED]  
CHARLEROI 6000

S625 SÛRETÉ DE L'ÉTAT MONS [REDACTED] MONS  
7000  
SC306 SÛRETÉ DE L'ÉTAT BRUXELLES SIÈGE CENTRAL,  
BOULEVARD DU ROI ALBERT II, 6  
SG3061 SÛRETÉ DE L'ÉTAT BRUXELLES GARAGE BOONDAEL,  
[REDACTED], [REDACTED]  
SZ306 SÛRETÉ DE L'ÉTAT ZAVENTEM Aéroport national, Local  
[REDACTED] ZAVENTEM 1930

C'est une vieille liste, mais, entre-temps, je sais que les adresses secrètes d'Anvers et d'Hasselt sont encore usitées. C'est incompréhensible que ces adresses que la Sûreté de l'État veut garder secrètes se retrouvent facilement sur Internet. Dans le rapport annuel de la Sûreté de l'État, rien ne filtre sur ces bureaux en provinces. Leur existence n'est pas évoquée. *Top secret*. Et pourtant, les secrets de la Sûreté de l'État sont ouvertement étalés sur Internet.

Maintenant que j'ai pu localiser ces bureaux secrets, je veux savoir ce qui se passe derrière leurs murs. Combien d'inspecteurs y travaillent? Que font-ils? Travaillent-ils avec les agents du siège central de la Sûreté de l'État à Bruxelles? Où se trouvent leurs informateurs? Qu'en est-il de ce coup de téléphone mystérieux sur les taupes infiltrées dans les entreprises de télécom? Mon enquête sur la Sûreté de l'État commençait vraiment...

# DU SECRET AU MYSTÈRE

Les services de renseignement ont quelque chose de cool. Dans le monde entier, ils parlent à notre imaginaire. Ils ont inspiré les auteurs tant et plus. Les récits palpitants, les séries TV, les livres, les jeux vidéo en foisonnent. De l'espion classique qui décode, pendant la Guerre froide, les secrets des Russes à l'agent secret moderne, aux gadgets hypersophistiqués qui déjouent les plans des terroristes fanatiques. On aime qualifier les services de renseignement de "services secrets". Chaque jour, ils traquent l'info que personne ne soupçonne et ils protègent ces secrets au péril de leur vie.

Comment distinguer la fiction de la réalité? Est-ce que les services de renseignement veillent vraiment sur notre sécurité ou est-ce que ce sont de sombres bastions de pouvoir qui échappent à tout contrôle, y compris des politiciens? Est-ce que ce sont des services secrets ou mystérieux? Servent-ils la démocratie ou se fichent-ils ouvertement et impunément des valeurs démocratiques en violant la protection de la vie privée? Nos élus – parlementaires et ministres – sont-ils sous leur emprise? Déterminent-ils leurs cibles comme bon leur semble, en faisant fi de la présomption d'innocence? Les scandales récents des services secrets américains et britanniques qui espionnaient aisément les échanges électroniques des citoyens, entreprises et membres du gouvernement sont pour le moins inquiétants.

On s'attendrait à ce que la Sûreté de l'État, le service de renseignement le plus ancien au monde, après celui du Vatican, ait fait l'objet d'enquêtes au cours de son existence de près de 200 ans. Rien n'est moins vrai. Les Belges – y compris les politiciens et les journalistes – ne savent pour ainsi dire rien de la Sûreté de l'État, le nom officiel de notre service de renseignement. Les rares questions que les membres du Parlement ont posées sur la

Sûreté de l'Etat en disent long. Et elles sont alors souvent adressées au mauvais ministre... Le ministre de l'Intérieur n'est pas responsable de la Sûreté de l'État, mais bien le ministre de la Justice. Quand une question aboutit au bon ministre, le contenu de la question suscite l'étonnement. La plupart du temps, le ministre de la Justice doit répondre que telle ou telle chose ne fait pas partie des compétences ou des missions de la Sûreté de l'État. Les parlementaires belges savent à peine ce que fait leur propre service de renseignement intérieur. Je ne dois pas m'attendre à beaucoup d'aide de la part des politiciens pour faire aboutir mon enquête sur les secrets de la Sûreté de l'État.

Ce n'est pas très encourageant, car la Sûreté de l'État elle-même brille par son mutisme. Tout n'est que mystère. Tout est '*CONFIDENTIEL*', '*SECRET*' ou '*TRÈS SECRET*'. Combien de personnes y travaillent? C'est un secret. Comment ce service est-il organisé? C'est un secret. Combien d'informateurs comptent-ils? C'est très secret. Même le personnel de nettoyage de la Sûreté de l'État est soigneusement passé au crible. Jamais ils ne peuvent dire qui est leur employeur.

L'adresse du siège central de la Sûreté de l'État n'est pas un secret. C'est un bunker de verre et de béton hautement sécurisé situé au boulevard du Roi Albert II, au numéro 6, à quelques minutes de la gare de Bruxelles-Nord. Cette adresse est publique. Mais les passants longent cette façade vitrée à l'effet miroir sans se douter une seconde qu'il s'agit là d'un bâtiment qui n'a rien de commun. Au-dessus du tourniquet, un simple panneau indique 'North Gate I'. Il est entouré d'un drapeau belge et d'un drapeau européen. C'est tout.

Vous n'aurez pas de mal à trouver le numéro de téléphone et de fax, ainsi que l'adresse e-mail de la Sûreté de l'État sur Internet. Ils sont repris sur le site du Service Public Fédéral Justice. Comme j'ai le numéro de téléphone de la Sûreté de l'État, je les appelle. La première fois, personne ne décroche. Le téléphone sonne dans le vide pendant 5 minutes. Lors de mes essais sui-

vants, mon appel est directement coupé. Je ne reste pas sur un échec. Mon cinquième essai est fructueux.

« *Justitie*, SPF Justice, *goedemiddag*, bonjour », me répond une agréable téléphoniste dans les deux langues.

« Suis-je bien à la Sûreté de l'État ? »

« Oui, monsieur », dit-elle en riant.

On dirait qu'ici les secrets cessent d'exister. Mais les citoyens lambda n'arrivent pas à franchir la barrière de la réceptionniste, à moins de détenir une information pouvant intéresser la Sûreté de l'État. Si c'est le cas, vous serez peut-être transféré. Si pas, votre récit s'achève ici.

Ce n'est pas si évident que cela, que nous tous, politiciens compris, sachions si peu d'un service d'État qui s'appelle lui-même Sûreté de l'État. Ce nom est de loin exagéré. Bien que les détracteurs raillent parfois l'importance de la Sûreté de l'État, son rôle n'est pas à sous-estimer. Sur le site web du SPF Justice, les principales missions de la Sûreté de l'État sont définies : *'protéger des valeurs et des intérêts fondamentaux de l'État: la sûreté intérieure et extérieure de l'État, la pérennité de l'ordre démocratique et constitutionnel et la sauvegarde du potentiel scientifique ou économique.'* Excusez du peu.

L'Armée belge dispose aussi d'un service de renseignement : le Service Général du Renseignement et de la Sécurité (SGRS). Il veille surtout sur les intérêts militaires, comme la sécurité des troupes belges à l'étranger, la lutte contre l'espionnage industriel dans le secteur militaire belge, la défense d'installations militaires et la protection des plans de militaires. Elle se soucie aussi d'assurer la sécurité des ressortissants belges à l'étranger. Mais la Sûreté de l'État est le seul service civil de renseignement et de sécurité du pays qui traque sur son territoire les extrémistes, les terroristes, les espions, les organisations sectaires nuisibles, les trafiquants d'armes chimiques et biologiques. Nous devons aussi faire confiance à la Sûreté de l'État pour surveiller et passer au peigne fin tous ceux qui en Belgique peuvent

travailler sur des informations sensibles ou dans des endroits sensibles comme des centrales nucléaires.

Je regarde au Code quelles sont précisément les missions de la Sûreté de l'État. Son champ d'activité est on ne peut plus large: lutte contre toutes formes d'espionnage, de terrorisme et d'extrémisme. La portée de ce dernier élément est en soi très vaste. Selon la loi, "extrémisme" signifie *'les conceptions ou les visées racistes, xénophobes, anarchistes, nationalistes, autoritaires ou totalitaires, qu'elles soient à caractère politique, idéologique, confessionnel ou philosophique, contraires, en théorie ou en pratique, aux principes de la démocratie ou des droits de l'homme, au bon fonctionnement des institutions démocratiques ou aux autres fondements de l'État de droit'*. Suit alors l'explication sur l'ingérence, une menace assez énigmatique. Selon la loi, il s'agit de toute *'tentative d'influencer des processus décisionnels par des moyens illicites, trompeurs ou clandestins'*. Une autre menace que la Sûreté de l'État doit tenir à l'œil est la prolifération. Il s'agit du commerce illégal de tout type de systèmes et de produits permettant de confectionner des armes nucléaires, chimiques et biologiques. La Sûreté de l'État est aussi compétente pour les "organisations sectaires nuisibles", les associations religieuses nuisibles ou qui enfreignent la loi. La police n'est pas la seule à avoir les "associations criminelles" dans le collimateur, la Sûreté de l'État doit aussi les surveiller de près. La "protection du potentiel scientifique et économique" de la Belgique, donc de toutes les entreprises majeures et des centres de recherche, fait aussi partie de ces missions principales, tout comme la protection des chefs d'État étrangers, des membres du gouvernement et de leurs familles, des chefs d'État belges, de nos membres du gouvernement, ainsi que de toute une série de "personnes importantes" qui sont menacées.

Les agents de la Sûreté de l'État semblent avoir plus de compétences pour mener des enquêtes que leurs homologues à la police. Ils peuvent observer tout et tout le monde, éventuelle-

ment aidés de moyens techniques ad hoc, et ce, tant dans des lieux publics que privés. Ils peuvent passer au peigne fin des lieux publics et privés, avec des moyens techniques éventuels, y compris chez un médecin, un avocat ou un journaliste. Ils peuvent identifier les expéditeurs de courriers, les propriétaires de boîtes postales, les abonnés de n'importe quel appareil téléphonique, ordinateur ou moyen de communication électronique. Ils peuvent localiser toutes sortes de données d'appel. Ils peuvent créer de fausses entreprises ou utiliser des noms de personnes morales fictives. Ils peuvent travailler en utilisant des identités fictives et des fonctions factices comme couverture. Ils peuvent ouvrir du courrier et demander des données bancaires : numéros de compte, titulaires et opérations bancaires. Ils peuvent infiltrer n'importe quel système informatique, éventuellement aidés de moyens techniques, de faux signaux, de fausses clés ou de fausses fonctions ou qualités. Pour terminer, ils peuvent aussi mettre toute communication téléphonique sur écoute et l'enregistrer.

Il serait au bout du compte plus aisé de dire ce que la Sûreté de l'État ne peut pas faire : éliminer délibérément des personnes ou les blesser ne fait, *grosso modo*, pas partie de la panoplie des possibilités. La Sûreté n'a donc pas une *license to kill*, un droit de tuer, comme James Bond.

Une remarque importante à signaler ici est que la Sûreté de l'État n'a eu sa liste kilométrique de compétences qu'en septembre 2010. Jusqu'alors, la Sûreté de l'État ne pouvait que fouiner dans les banques de données du gouvernement, faire des filatures, soutirer des informations en racolant et embrigadant des informateurs. Du moins officiellement, ses activités se limitaient à cela.

Mais la vraie force du service se situe ailleurs : la Sûreté de l'État dispose de milliers d'informateurs répartis à travers tout le pays, dans des endroits stratégiques, qui lui livrent des informations confidentielles. Ce "service" a, généralement, un coût, l'in-

formateur demandant une rétribution. Ces échanges sont parfois aussi illégaux, si je peux me baser sur le coup de téléphone mystérieux que j'ai reçu tout au début de mon enquête, sur ces "taupes" tapies dans des entreprises de télécom. Donc aussi chez Belgacom, la grande compagnie de télécommunication, cotée en bourse, dans laquelle l'État belge détient des parts majoritaires? C'est possible. Aucune personne de l'extérieur ne contrôle les informateurs de la Sûreté de l'État.

«On en sait peu – trop peu – sur la Sûreté de l'État, surtout parmi la classe politique. Les politiciens ont une vision très superficielle sur la Sûreté de l'État. La perception qu'ils en ont est teintée de ce qu'ils ont vu dans des films hollywoodiens, alors que la Sûreté de l'État est aussi capitale que dangereuse pour la démocratie. Il en va de même pour les autres services de renseignement au monde. Il vaut mieux les contrôler sérieusement.»

Voilà les mots d'un haut fonctionnaire des services de sécurité belges. Il connaît très bien la Sûreté de l'État. Depuis plusieurs décennies, dans des compétences et qualités multiples, il travaille avec la Sûreté au plus haut niveau de décision.

Nous avons rendez-vous dans son bureau à Bruxelles. Ses collaborateurs ne savent pas que je suis venu ici pour discuter de la Sûreté de l'État.

«Je préfère donner mon avis sans ménagement, plutôt que cacher les faits», dit-il. Voilà qui est prometteur. «La Sûreté de l'État vit en vase clos, dans sa tour d'ivoire, loin du monde. C'est un problème.»

Je lui dis que c'est précisément pour cette raison que j'écris ce livre.

«Que voulez-vous? Pendant des années, personne n'a contrôlé la Sûreté de l'État. C'est maintenant le cas. Le Comité R mène depuis 1993 des enquêtes sur la Sûreté de l'État. Jusqu'alors, elle avait le champ libre. Avec tout ce que cela génère comme problèmes et incidents. Ces problèmes sont encore pré-